



**DCE N° 2025/0903/EdA-DA du 26/08/2025**

**Fourniture d'équipements *Explosive Ordnance Disposal (EOD)* et prestations associées au profit des Forces Armées Ghanéennes**

## **Cahier des Clauses Particulières (CCP)**

- Applicable à l'ensemble de l'accord-cadre -

**Procédure : appel d'offres ouvert (AOO)**

## CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

La présente procédure est soumise au code de la commande publique et relève des accords-cadres à bons de commande.

La présente procédure est établie sur la base des textes suivants :

- Code de la Commande Publique (CCP) ;
- CCAG/FCS – Fournitures Courantes et Services issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique, en particulier dans les articles R2161-2 et suivants du code la commande publique, applicable par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L1211-1 du code précité.

Ces textes sont disponibles sur le portail Internet « Légifrance » : <http://www.legifrance.gouv.fr>.

### ARTICLE 1 – GENERALITES

#### **1.1 Présentation de l'Economat des Armées**

L'Economat des armées (EdA) est un établissement public à caractère commercial placé sous tutelle de l'Etat-major des Armées français.

L'article L3421-1 du Code de la défense dispose que l'EdA « *a pour objet le soutien logistique et la fourniture de services, de denrées et de marchandises diverses aux formations militaires en France et à l'étranger, ainsi qu'aux parties prenantes collectives et individuelles autorisées par le ministre de la défense.* ».

L'EdA exerce ses activités au quotidien dans des conditions variées sur le territoire national, en outre-mer et à l'étranger. Son bénéficiaire principal est le Ministère des Armées françaises. Toutefois, il peut aussi soutenir des organisations internationales telles que l'Organisation des Nations-Unies (ONU), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Union Européenne (UE) ou encore les forces armées de pays alliés ou partenaires de la France.

L'EdA dispose de deux modes d'action : il agit soit en tant qu'opérateur de services soit en tant que centrale d'achat au sens du code de la commande publique. Ses activités portent :

- sur le territoire Français, avec l'approvisionnement en denrées alimentaires, la délivrance de prestations de restauration collective, l'entretien et la construction des bâtiments de restauration collective des armées ;
- sur le territoire et à l'extérieur du territoire Français, la construction et la gestion de camp en soutien des exercices et opérations militaires des forces armées françaises, des organisations internationales et des pays alliés de la France ;
- la fourniture aux bénéficiaires de ses services d'équipements, fournitures et prestations de service diverses sans limitation d'objet, à l'exception de ceux conçus ou destinés à libérer une force létale.

#### **1.2 Objet de l'accord-cadre à bons de commande**

Le marché a pour objet la fourniture d'équipements Explosive Ordnance Disposal (EOD) et prestations associées au profit des Forces Armées Ghanéennes.

L'annexe 1 du Cahier des Clauses Particulières définit l'ensemble des équipements attendus, ainsi que les conditions selon lesquelles le titulaire assure l'exécution des prestations. Le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective de l'accord-cadre à bons de commande.

La prestation complète comprend l'achat, l'emballage, la livraison/mise à disposition en France métropolitaine et la réalisation de formations au Ghana.

### **1.3 Parties contractantes**

Chaque accord-cadre à bons de commande est passé entre :

- ✍ d'une part, l'Economat des Armées (EdA) en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « le pouvoir adjudicateur » ;
- ✍ d'autre part, le soumissionnaire dont l'offre a été acceptée et l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommé « le titulaire ».

### **1.4 Forme et nature de l'accord-cadre**

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures fractionné à bons de commande sans minimum financier et avec un montant maximum de 5 000 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande. Le montant estimatif de la première année est de 900 000 € HT.

### **1.5 Durée et reconductions de l'accord-cadre à bons de commande**

L'accord-cadre à bons de commande est conclu pour douze (12) mois fermes à compter de sa date de notification, la date de notification fixant le début d'exécution des prestations et constituant la date anniversaire de l'accord-cadre.

L'accord-cadre à bons de commande est reconductible de façon tacite trois (3) fois douze (12) mois.

En cas de non-reconduction souhaitée par le pouvoir adjudicateur, celui-ci en informe le titulaire au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective dudit accord-cadre.

En cas de non-reconduction souhaitée par le titulaire, celui-ci en informe le pouvoir adjudicateur au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande. Le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective de cet accord-cadre.

### **1.6 Clause de réexamen**

Conformément à l'article 25 du CCAG/FCS et aux dispositions figurant au Code de la commande publique, le présent accord-cadre à bons de commande peut être modifié en cours d'exécution, notamment dans l'un des cas suivants :

- ✓ l'évolution du périmètre couvert par le catalogue en nombre d'articles par famille ou en nombre de familles si tant est que le périmètre du marché s'inscrive dans le montant maximum annoncé ;
- ✓ la cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- ✓ la modification des conditions d'exécution en raison de paramètres imprévisibles lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution du marché ou d'en prolonger l'exécution au prorata de l'interruption) ;
- ✓ la modification des modalités d'ajustement des prix notamment la périodicité, type d'indice de référence ou autre mode de calcul de prix dans le cas d'un contexte exceptionnel ;
- ✓ l'ajout de la part du pouvoir adjudicateur de nouveaux clients bénéficiaires des fournitures objet du marché ;

- ✓ l'augmentation du montant maximum de 25% pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre (durée ferme + reconductions) lorsque le montant cumulé des commandes sur les vingt-quatre (24) premiers mois de la durée de l'accord-cadre à bons de commande est supérieur à 50% du montant maximum global de l'accord-cadre à bons de commande.

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite et motivée du pouvoir adjudicateur après concertation avec le titulaire et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception, au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné.

### **1.7 Modification**

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée de l'accord-cadre doit être impérativement notifiée à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- ✓ la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- ✓ la forme de l'entreprise ;
- ✓ la raison sociale ou dénomination ;
- ✓ l'adresse ;
- ✓ le capital de l'entreprise ;
- ✓ l'identifiant bancaire ;
- ✓ le numéro de compte bancaire à créditer ;
- ✓ de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement de l'accord-cadre.

Un acte de modification peut être établi afin de prendre en compte les modifications susmentionnées.

### **1.8 Marchés complémentaires**

En application de l'article R 2122-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marchés de fournitures sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet l'achat de fournitures complémentaires à celles qui ont été livrées par le titulaire du présent accord-cadre.

Lorsque de tels marchés sont passés, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trente-six (36) mois à compter de la notification du marché initial.

## **ARTICLE 2 – PIECES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS, l'accord-cadre est régi par les pièces énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante :

### **2.1 Pièces particulières**

- 1/ l'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dûment remplis, datés et signés ;
- 2/ le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe ;
- 3/ le dossier technique fourni par le titulaire, comprenant notamment le(s) catalogue(s), les tarifs publics et remisés du titulaire ;
- 4/ les bons de commande.

Les pièces particulières sont établies en un exemplaire original, sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

## **2.2 Pièces générales**

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces générales suivantes (documents applicables en vigueur au jour de la remise de l'offre du titulaire).

1/ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) en vigueur à la date d'établissement du dossier de consultation des entreprises.

2/ La législation et la réglementation en vigueur pour les prestations objet de l'accord-cadre à bons de commande.

3/ Les pratiques et coutumes de la profession.

Les accords-cadres sont régis par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif aux accords-cadres doit être rédigé en langue française.

## **2.3 Exhaustivité des pièces**

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

L'accord-cadre, constitué des documents contractuels définis précédemment, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Leurs dispositions prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le(s) titulaire(s) préalablement à la signature de l'accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, les documents commerciaux, etc.

# **ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION**

## **3.1 Passation des commandes**

Un bon de commande est établi pour toute demande d'exécution de prestation en vue de la satisfaction des besoins du pouvoir adjudicateur.

L'organisme habilité à passer les commandes est l'EdA, et principalement le service émetteur est la Direction International et Opérations (DIO).

Les bons de commande sont communiqués par voie électronique. Aucune commande ne peut être passée oralement. Ils peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande.

Les bons de commande contiennent les informations nécessaires à la bonne exécution des prestations et mentionnent, notamment :

- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- le numéro du bon de commande EdA ;
- le code service : DIO\_FEP ;
- la destination et le bénéficiaire ;
- le mode d'expédition ;
- la description des produits ;

- les codes produits ;
- les quantités commandées ;
- les prix unitaires en euros HT ;
- le montant total du bon de commande en euros HT et TTC ;
- la date de livraison attendue, conformément au délai contractualisé ;
- l'adresse de facturation ;
- les nom et signature de la personne habilitée.

### **3.2 Confirmation de commande**

Une fois le bon de commande émis, le titulaire en accuse réception et confirme la commande dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures.

Cette confirmation est impérative. Elle donne lieu à un email qui porte les éléments d'identification du bon de commande, notamment :

- références de la commande (date, n°, destinataire) ;
- libellé de chaque fourniture ;
- données quantitatives (nombre de colis, de palettes, poids volume, etc.) ;
- valorisation de la commande ;
- codes douaniers de tous les produits.

### **3.3 Délais de livraison**

Le titulaire est tenu de respecter le délai de livraison indiqué dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement. En cas de non respects des délais de livraison, le titulaire encourt une pénalité prévue à l'article 6 du présent CCP.

Une attention particulière est demandée au titulaire sur le respect des délais de livraison afin d'assurer la mise à disposition des équipements au client.

Si le titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition les équipements commandés à la date convenue, il en informe le pouvoir adjudicateur. Cette information ne saurait décharger le titulaire de sa responsabilité et l'exonérer des pénalités de retard prévues à l'article 6.1 dudit CCP.

### **3.4 Livraison**

L'incoterm FCA locaux vendeur est utilisé conformément à la réglementation douanière *Incoterms 2020*. Les opérations de chargement et de sécurisation de la marchandise dans le vecteur de transport sont à la charge du titulaire.

Aucune livraison partielle n'est acceptée, sans accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

Le bon de commande mentionne notamment :

- les coordonnées du titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre à bons de commande ;
- la référence de la commande ;
- la destination et le « client final » ;
- la description des produits ;
- les codes produits ;
- les quantités par produit ;
- le poids brut des marchandises emballées ;
- le volume (en m3 ou dimensions des colis) ;
- le nombre de palettes ou colis ;
- la date de livraison.

Un exemplaire du bon de livraison est annexé à la facture envoyée par le titulaire au pouvoir adjudicateur ; un autre exemplaire est remis au client final au moment de la livraison.  
Par dérogation à l'article 21 du CCAG/FCS, la signature du bon de livraison par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son client vaut transfert de propriété des produits.

### **3.5 Formation**

Dans le cadre du présent accord-cadre à bons de commande des prestations de formation peuvent être demandées au titulaire.

Les modalités relatives aux formations (durée ; profils des formateurs alloués ; nombre d'élèves par formateurs ; décomposition de la formation ; documentations remises ; certificats) sont précisées par le titulaire dans son offre. Le coût figure à l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement (AE), le prix du forfait formation inclut les frais de déplacement, les frais d'hébergement, les frais de bouche et les supports éventuels de formation.

Lesdites formations font l'objet d'un bon de commande spécifique.

La réalisation de la formation n'est complète qu'à la délivrance d'une attestation de formation et il appartient au représentant de l'EdA d'attester le service fait par tout moyen écrit permettant de dater et de tracer l'évènement. L'attestation de service fait (PV de constatation) est transmise au titulaire, au plus tard quinze (15) jours après la délivrance de l'attestation de formation.

Le titulaire rédige et transmet à l'EdA dans un délai raisonnable, un procès-verbal de formation récapitulant l'intitulé de la formation, le lieu, les dates, les noms des personnels formés et du formateur ainsi qu'un bilan et une analyse des fiches d'appréciation rendues par les stagiaires.

### **3.6 Garantie**

Le titulaire garantit l'EdA contre toutes les revendications des tiers relatives aux prestations, en ce qui concerne la propriété intellectuelle, et notamment dans la partie industrielle de celles-ci, les procédés, les méthodes et les moyens de fabrication.

Le point de départ de la garantie est celui de la mise à disposition des équipements dans les locaux du titulaire.

A minima, la garantie doit respecter les principes suivants :

- être de dix-huit (18) mois minimum ;
- obliger le titulaire à remettre en état ou remplacer à ses frais la partie des équipements reconnue comme défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au bénéficiaire final. Le titulaire dispose d'un accès total aux équipements considérés comme défectueux afin de déterminer l'imputabilité et la défectuosité. L'EdA met à disposition du titulaire tout élément permettant d'analyser l'imputabilité de la défectuosité ;
- définir le délai dont dispose le titulaire pour effectuer un remplacement.

Après réception des équipements remis en état, le délai de garantie est prolongé d'une durée égale à la durée d'indisponibilité du matériel en cause. Cette durée est comptée entre le moment où l'EdA porte cette indisponibilité à la connaissance du titulaire et la date de la décision prise à l'issue des opérations de vérification après remise en état.

Le titulaire est exonéré de l'obligation de garantie uniquement dans les cas suivants :

- si la détérioration des matériels est due soit :
  - ✓ à une négligence de manipulation ;
  - ✓ à un défaut de surveillance ou d'entretien ;
  - ✓ à un montage défectueux ;
  - ✓ à une manœuvre imputable à d'autres intervenants que le titulaire ;
  - ✓ à une utilisation non conforme aux spécifications ;
- en cas de stockage non adapté ou non conforme aux recommandations fournisseur, ou si le matériel a subi entre temps une réparation/révision par un intervenant autre que le titulaire ;

- si les incidents résultant d'événements de Force Majeure ;
- si un accident, une faute intentionnelle, un usage anormal par rapport aux prescriptions de la notice de fonctionnement, un déplacement intempestif, une modification, une intervention, une opération qui serait effectuée hors des prescriptions des manuels d'utilisation et de maintenance ;
- si une utilisation non-conforme des équipements résultant de l'édition ou de la modification par l'EdA de la documentation pertinente ;

L'ensemble des principes susmentionnés s'exercent indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue par le Code civil.

### **3.7 Substitution en cas de rupture ponctuelle**

Le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de toute rupture ponctuelle, indisponibilité temporaire ou défaut de fonctionnement.

En cas de rupture de stock, il propose un produit de substitution au catalogue (48 heures maximum à compter de l'émission du bon de commande). Le produit doit être de qualité équivalente au produit en rupture pour un prix équivalent.

Le cas échéant, les parties échangent ensuite sur les ruptures et substitutions possibles dans un délai maximum de cinq (5) jours, pour aboutir à une commande définitive approuvée par les deux parties.

### **3.8 Substitution de produits**

Définition d'une substitution : un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives équivalentes ou supérieures au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de rupture ou d'arrêt produit, le titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution.

- **Substitution ponctuelle de produits** : en cas d'indisponibilité temporaire des produits, des produits de substitution sont proposés par le titulaire. L'article de substitution est proposé au plus tard lors de la confirmation de la commande, c'est-à-dire à J+2 (J étant le jour de passation de la commande). Le titulaire doit obtenir l'accord express du pouvoir adjudicateur pour la commande de substitution. Le pouvoir adjudicateur ne doit pas supporter de diminution de qualité ou de surcoût quand les produits substitués sont d'un prix supérieur à ceux commandés ;
- **Substitution définitive de produits** : dans le cas d'une rupture définitive de produit ou d'une rupture à long terme (produit indisponible pendant plusieurs semaines par exemple), le titulaire doit proposer un produit de substitution au pouvoir adjudicateur (Economat des Armées). Le titulaire doit obtenir l'accord express du pouvoir adjudicateur pour la commande de substitution.

Tout manquement à cette procédure peut entraîner l'imputation des pénalités prévues à l'article 6 du présent document. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de s'approvisionner aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 10.5 du présent CCP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire. Ce refus intervient par une décision expresse et motivée.

### **3.9 Référencement de nouveaux produits**

Le titulaire d'un accord-cadre peut également proposer au pouvoir adjudicateur de nouveaux produits, correspondant à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande, lié aux évolutions



technologiques et techniques des produits high-tech. Le titulaire doit obtenir l'accord express du pouvoir adjudicateur pour le référencement de nouveaux produits.

Le processus de référencement des nouveaux produits est géré directement entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

Les données communiquées par le titulaire concernant les produits doivent être fiables et cohérentes avec la réalité, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

## **ARTICLE 4 – VERIFICATION ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

### **4.1. Vérification à réception**

Par dérogation à l'article 27 du CCAG/FCS, la vérification à réception a pour objet de constater que les produits sont conformes aux exigences figurant en annexe du présent CCP.

Les opérations de vérifications sont effectuées à l'occasion de la réception technique par une ou plusieurs personnes représentant le pouvoir adjudicateur. Les modalités d'une présentation/essai des produits sont communiquées ultérieurement au titulaire. Un procès-verbal de réception est rédigé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le pouvoir adjudicateur, ou son représentant exerce un contrôle systématique sur la qualité de la prestation.

Les délais d'acceptation peuvent varier suivant la destination. Les opérations de vérification réalisées sont les suivantes :

- Une vérification qualitative par le pouvoir adjudicateur ou son représentant : conformité aux bons de commande/de livraison, contrôle de l'aspect extérieur des équipements, mise en service des produits ;
- Une vérification quantitative par le pouvoir adjudicateur, ou son représentant : conformité entre la quantité facturée et la quantité livrée.

En cas de non-conformité, une déclaration de litige est réalisée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG/FCS, le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les produits non conformes. Lorsque ce délai est écoulé, ils sont détruits ou évacués par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire. Dans le cas d'une destruction, un certificat de destruction est réalisé et une demande d'avoir est demandée au titulaire comprenant notamment ces frais.

### **4.2. Responsabilité du titulaire**

Le titulaire demeure responsable des produits jusqu'à leur mise à disposition et leur acceptation par le pouvoir adjudicateur c'est-à-dire jusqu'à la signature du bon de livraison.

Le transfert de propriété entre le fournisseur et le pouvoir adjudicateur ou son représentant est effectif lors de la signature du bon de livraison par les deux parties.

### **4.3. Admission, ajournement, réfaction et rejet**

#### **4.3.1 Admission**

Conformément à l'article 30.1 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des fournitures, sous-réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre à bons de commande. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison.

L'admission des fournitures et la signature du bon de livraison entraînent le transfert de leur propriété au pouvoir adjudicateur. Si la remise des fournitures au pouvoir adjudicateur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à la remise effective les obligations du dépositaire.

#### **4.3.2 Ajournement**

Conformément à l'article 30.2 du CCAG/FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider de prendre une décision (motivée) d'ajournement des fournitures. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les fournitures conformes aux dispositions du présent marché, dans un délai de quinze (15) jours. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur prend une décision de rejet dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours susmentionnés.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet.

Par la suite, d'autres décisions d'ajournement peuvent être prises aussi longtemps que les fournitures demeurent non-conformes.

#### **4.3.3 Réfaction**

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG/FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des fournitures, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et convenue contradictoirement par les parties. La décision de réfaction doit être motivée et ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission des fournitures est réputée sans réfaction.

La réfaction du prix est actée par écrit.

#### **4.3.4 Rejet**

Conformément à l'article 30.4 du CCAG/FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures ne peuvent être admises et ne permettent ni un ajournement, ni une réfaction de prix, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue au marché. Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les fournitures rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

La vérification à réception est quantitative et qualitative.

L'acheteur, son représentant ou son client exerce un contrôle systématique sur la qualité de la prestation.

Les délais d'acceptation peuvent varier suivant la destination. Les opérations de vérification réalisées sont les suivantes :

- vérification qualitative par l'acheteur, son représentant ou son client final : conformité aux bons de commande / de livraison, contrôle de l'aspect extérieur des colis, nombre de colis ;
- vérification quantitative par l'acheteur, son représentant ou son client final : conformité entre la quantité facturée et la quantité livrée.

La vérification qualitative par le client final se fait à la première utilisation dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception chez le client final ; les produits sont réputés admis à défaut de réclamation pendant le délai susmentionné.

En cas de non-conformité, une déclaration de litige est réalisée.

Conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG/FCS, le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les produits non conformes. Lorsque ce délai est écoulé, ils sont détruits ou évacués par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire. Dans le cas d'une destruction, un certificat de destruction est réalisé et une demande d'avoir est demandée au titulaire comprenant notamment ces frais.

## **ARTICLE 5 – PRIX**

### **5.1 Contenu des prix**

Les prix et le taux de remise applicables aux fournitures sont mentionnés dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement (AE).

Le titulaire certifie que les tarifs publics qu'il transmet ne sont pas supérieurs à ceux qu'il applique à l'ensemble de sa clientèle. Il fournit, à la demande de l'acheteur, toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport (chargement, livraison, etc.) jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils sont réputés comprendre tous les frais liés à l'emballage, à la livraison et au déchargement des fournitures, aux date et lieu convenus.

### **5.2 Forme et nature des prix**

Les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont exprimés en euros (€) HT avec au plus deux (2) décimales (toutes charges et toutes sujétions comprises), sont unitaires, fermes durant la première année du marché, puis révisables annuellement à la baisse comme à la hausse à chaque éventuelle reconduction de l'accord-cadre à bons de commande.

### **5.3 Offre promotionnelle**

Tous les prix de l'accord-cadre peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles.

Une offre promotionnelle peut notamment prendre les formes suivantes :

- ✓ une diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes ;
- ✓ une augmentation des taux de remise concernant les services sur catalogues ;

- ✓ une augmentation en performance technique à des prestations à prix identique ;
- ✓ des prestations identiques proposées à des conditions plus avantageuses (par exemple, une absence d'engagement de durée minimale) ;
- ✓ une augmentation ou une intégration de mécanismes de remise, rabais ou ristournes ;
- ✓ une combinaison de points listés ci-dessus.

Le titulaire adresse à l'EdA sa proposition, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des produits et prestations concernés et/ou du ou des bénéficiaire(s) concerné(s) et/ou du ou des bénéficiaires potentiels de la promotion. En cas d'accord de l'EdA, ce dernier émet un certificat administratif.

#### **5.4 Révision des prix**

En cas d'éventuelle reconduction, les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont ainsi révisables à la baisse comme à la hausse, conformément aux modalités ci-après mentionnées :

- le titulaire transmet par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) les nouveaux tarifs proposés, ainsi que tous documents justificatifs au pouvoir adjudicateur, dans le mois qui précède l'éventuelle date de reconduction ;
- aucune demande de révision ne peut être accordée au titulaire avant que ne s'écoule un délai de deux (2) ans à compter de la date de notification de l'accord-cadre à bons de commande. La procédure d'ajustement ne peut avoir d'effet rétroactif ;
- le prix obtenu ne doit pas comporter plus de deux (2) décimales ;
- le nouveau tarif, s'il est validé par le pouvoir adjudicateur, est applicable à l'éventuelle date de reconduction de l'accord-cadre à bons de commande. A défaut de transmission, l'ancien prix est reconduit pour l'année suivante ;
- toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif ;
- la révision des prix s'effectue en appliquant la formule suivante :

$$P^n = P^o \times (INS^o / INS^n)$$

*Dans laquelle :*

*P<sup>n</sup> est le prix révisé H.T. ;*

*P<sup>o</sup> est le prix contractuel d'origine H.T. ;*

*INS<sup>n</sup> = dernier indice INSEE (001764290 - produits manufacturés) connu et publié à la date de signature de l'accord-cadre à bons de commande ;*

*INS<sup>o</sup> = dernier indice INSEE (001764290 - produits manufacturés) connu et publié à la date de révision*

#### **5.5 Clause de sauvegarde**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité pour le titulaire, dans le cas où l'augmentation annuelle des prix est supérieure à 2% du montant des fournitures sans justification jugée recevable par le pouvoir adjudicateur.

Toute demande de révision des prix doit être accompagnée de justificatifs.

## ARTICLE 6 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités *infra* s'appliquent au titre du présent accord-cadre.

### **6.1 Pénalité pour retard**

Lorsque le délai contractuel de livraison des fournitures est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 500$$

Dans laquelle :

P : montant de la pénalité ;

V : valeur des fournitures/prestations sur laquelle est calculée la pénalité ;

R : nombre de jours de retard.

### **6.2 Pénalité pour non mise à disposition des articles / quantités commandées**

Lorsque le titulaire ne fournit pas les articles et/ou les quantités demandées dans le bon de commande et qu'il n'en a pas informé l'acheteur lors de la confirmation de la commande, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire s'élevant à 10% du coût total H.T. des fournitures manquantes.

### **6.3 Pénalité pour non-respect des dispositions des pièces de l'accord-cadre**

En cas de non-respect des dispositions des pièces de l'accord-cadre (exemple : conditionnement des commandes, marquage des colis, etc.), le titulaire peut se voir infliger une pénalité forfaitaire de cent (100) € H.T. par non-respect constaté. Le non-respect d'une obligation de l'accord-cadre est constaté par l'acheteur et notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire défaillant.

Toutes les pénalités peuvent se cumuler dans la limite de vingt (20) % du montant HT du bon de commande.

## ARTICLE 7 – FACTURATION

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- les coordonnées du compte bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le code service : DIO\_FEP ;
- les références du marché (numéro et date) ;
- le n° de SIRET de l'EdA (542 085 907 00013) ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- l'adresse de facturation ;
- les références du bon de livraison établi par le titulaire ;
- les dates de livraison et de facturation ;
- le taux et le montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant total en euros HT par ligne de prestation et TTC de la facture ;
- les dates et signatures.

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique.

De ce fait, le délai de traitement des factures - par la Direction Financière et Comptable de l'acheteur - est allongé et la mise en règlement retardé.

## **ARTICLE 8 - CONDITIONS DE PAIEMENT**

### **8.1 Délais de paiement**

Les délais de paiement sont conformes à la réglementation en vigueur en matière de marchés publics : les factures établies par le titulaire sont réglées dans un délai ne pouvant excéder trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve de l'admission par l'acheteur des fournitures et de la conformité des factures.

### **8.2 Modalités de paiement**

Le mode de règlement est le virement établi par la Direction Financière et Comptable (DFC) de l'EdA au profit du compte bancaire du titulaire (indiqué dans son offre). Toute modification des coordonnées bancaires est portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur par le titulaire, et formalisée par la transmission d'un RIB dans les meilleurs délais.

### **8.3 Intérêts moratoires**

À défaut de paiement dans les trente (30) jours maximum suivant la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

### **8.4 Nantissement et cession de créance**

L'acheteur délivre au titulaire sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre en nantissement. Toute cession de créance est directement notifiée au comptable de l'acheteur par l'établissement cessionnaire.

### **8.5 Avances**

Une avance à hauteur de trente (30)% du montant HT du bon de commande peut être accordée au titulaire sur demande expresse.

Si la demande d'avance est d'un montant supérieur à deux-cent mille euros hors taxe (200 000 € HT), le titulaire fournit à l'EdA une garantie de restitution à première demande d'une banque de premier rang ou une lettre de confort émanant de sa maison mère.

Ladite attestation ou lettre est envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception (LR/AR) aux services de l'EdA en même temps que la demande d'avance.

## **ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **9.1 Conformité des prestations**

Il est rappelé que les prestations doivent être conformes aux dispositions de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques étant celles en vigueur à la date de remise des offres).

### **9.2 Protection de l'environnement et développement durable**

Le titulaire :

- ✓ veille à ce que l'exécution de l'accord-cadre dont il est attributaire respecte les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces prescriptions en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur. A défaut de justifications ou à défaut de respect, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire ;
- ✓ mène globalement une démarche favorable à l'environnement en prenant en compte les différentes étapes du cycle de vie des fournitures (de leur conception à leur fin de vie) tout en garantissant des fournitures de qualité (aptitude à l'usage et durabilité).

S'il met en œuvre de façon volontaire des techniques et processus intégrant la notion de développement durable dans le cadre de son activité et de l'exécution de l'accord-cadre, il doit être en mesure d'en apporter la preuve.

Outre la réglementation en vigueur en collectivité, le titulaire respecte les préconisations suivantes :

- ✓ optimisation des emballages : emballages recyclables, minimisation du suremballage, réduction des déchets d'emballage, etc. ;
- ✓ optimisation des flux logistiques.

### **9.3 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Conformément à l'article 6 du CCAG/FCS, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur. Les modalités d'application de ces textes sont prévues par le CCP ou tout autre document qui en tient lieu.

### **9.4 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire demeure responsable des fournitures jusqu'au contrôle de la marchandise à destination (il s'agit en l'occurrence, du lieu de livraison indiqué par l'acheteur). Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est nulle et non avenue.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette

attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

## **9.5 Assurance**

Le titulaire déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation et permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du titulaire et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

A la demande du pouvoir adjudicateur, il est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. A défaut de production, après demande de l'EdA, dans un délai de quinze (15) jours calendaires, le marché est résilié à ses torts exclusifs, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

L'assurance doit couvrir les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident et de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

# **ARTICLE 10 – RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

## **10.1 Résiliation d'un commun accord des parties**

Les parties peuvent demander à résilier d'un commun accord l'accord-cadre. Dans ce cas, elles conviennent de la date à laquelle il prend fin.

## **10.2 Résiliation par l'acheteur**

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, la résiliation de l'accord-cadre peut intervenir :

- en cas de non-respects des engagements contractuels par le titulaire ;
- en cas de faute grave ou de non exécutions répétées des prestations ;
- dans les cas prévus aux articles 39 à 42 du CCAG/FCS.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : l'acheteur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de faute du titulaire, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre. La résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de date de résiliation fixée dans la décision, il est fait application d'un préavis de trente (30) jours ouvrés courant à partir du lendemain de la date de réception de la lettre valant décision de résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, les parties sont responsables jusqu'à complète exécution de leur engagement contractuel.

## **10.3 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Par dérogation à l'article 45 du CCAG/FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fourniture, fourniture non conforme...) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par l'acheteur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.



Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10% du montant des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de cent (100) euros.

## **ARTICLE 11 - LITIGES ET DIFFERENDS**

Par dérogation à l'article 46 du CCAG/FCS, l'accord-cadre à bons de commande et l'ensemble des documents qui en découlent sont soumis aux dispositions du droit français. En cas de litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, le règlement à l'amiable est privilégié dans un premier temps, et le mode opératoire suivant est appliqué :

- ✓ le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire concerné un courrier d'observations sous pli recommandé avec accusé de réception, assorti d'un délai pour se conformer aux dispositions de l'accord-cadre à bons de commande. Ce dernier doit répondre dans un délai de vingt (20) jours calendaires ;
- ✓ ou le titulaire s'adresse au pouvoir adjudicateur sous pli recommandé avec accusé de réception ;
- ✓ parallèlement les deux parties se rapprochent pour établir une solution (définition de mesures correctives à appliquer par le titulaire, etc.).

En cas de litiges répétés sans amélioration, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande aux torts du titulaire après envoi d'un courrier de mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut d'un règlement amiable préalable entre les parties, il peut être recherché la solution juridictionnelle. Les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le tribunal compétent est celui du lieu de résidence du pouvoir adjudicateur à savoir le Tribunal administratif de Montreuil (93) sis 7 rue Catherine Puig - 93558 MONTREUIL.

Tel : 01 49 20 20 00 - Fax : 01 49 20 20 99

E-mail : [greffe.ta-montreuil@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montreuil@juradm.fr) - URL : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

## **ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE**

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués de manière directe ou indirecte à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information, non rendue publique par l'EdA ou le titulaire, de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues à l'accord-cadre.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- ✓ qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution de l'accord-cadre ;

- ✓ signalés de manière explicite ou implicite comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations de l'accord-cadre ;
- ✓ qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

## **ARTICLE 13 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Le titulaire, est susceptible d'avoir accès à des Données à Caractère Personnel<sup>1</sup> dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Il doit dès lors, opérer leur traitement en conformité avec les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Il doit en garantir la confidentialité et veiller à ce que seuls les personnels autorisés de son organisme y aient accès et n'en prennent copie ni ne les utilisent pour d'autres finalités que la réalisation de l'objet de l'accord-cadre. Au même titre que les mesures prises pour la protection de ses propres données le titulaire, veille à la mise en place de mesures techniques et organisationnelles pour encadrer le traitement des données au cours de l'accord-cadre.

L'acheteur détermine les finalités et les moyens du traitement de Données à Caractère Personnel dont il demeure seul responsable, et en supervise la mise en œuvre.

Le titulaire doit veiller par ailleurs à choisir ses sous-traitants avec diligence et prêter une attention particulière à la réputation, à l'expérience en matière de fourniture des services sous-traités et au caractère adéquat des mesures techniques et organisationnelles mises en place.

## **ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS**

<b>Article du CCP</b>	<b>Article du CCAG/FCS</b>
Article 2 « Pièces de l'accord-cadre à bons de commande »	Article 4 « Pièces contractuelles »
Article 3.4 « Livraison »	Article 21 « Livraison »
Article 4 « Vérification »	Article 27 « Opérations de vérification »
Article 4.3.3 « Réfaction »	Article 30.3 « Réfaction »
Article 6 « Pénalités »	Article 14 « Pénalités »
Article 10.2 « Résiliation par l'acheteur »	Article 38 « Principes généraux »
Article 10.3 « Exécution aux frais et risques du titulaire »	Article 45 « Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire »
Article 11 « Litiges et différends »	Article 46 « Règlement des différends entre les parties »

<sup>1</sup> Toutes informations se rapportant à une personne identifiée ou identifiable, de manière directe (nom, prénom, etc.) ou indirecte (numéro, identifiant, etc.).